



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2762
9 juillet 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Pour nos intérêts vitaux, affronter le grand patronat!



CAPITALISME

Lupo

Vaccin obligatoire
**Sales manœuvres
du gouvernement**

Page 3

Migrants
**Liberté de
circulation!**

Page 7

Dans les entreprises
**Réactions aux
attaques patronales**

Pages 8 à 11

Leur société

- Vaccination obligatoire : le gouvernement se défausse 3
- Féminicides : inaction criminelle de l'État 3
- Macron la morale : à la chasse aux voix de droite 3
- Plus 15 % pour le gaz : et les salaires ? 4
- Samaritaine : vitrine dorée d'un système moisi 4
- Tour de France : la chute au bout du guidon 4
- Baccalauréat : Blanquer recalé ! 5

BAC 2021



RECALÉ

- L'informatique pas fantastique 5
- Créteil : lycéens menacés d'expulsion 5
- École des Poissonniers - Paris : contre la suppression des postes d'animateur 5

Dans le monde

- Afghanistan : dévasté par l'impérialisme 6
- Liban : une plongée dans la misère 6
- Cisjordanie : l'Autorité palestinienne, gendarme de son peuple 7
- Brésil : du pain et des vaccins ! 7
- Migrants : pour la liberté de circulation 7
- Taxation des multinationales : impo...sture 12
- Luxembourg : rien ne change au paradis des profits 12

Dans les entreprises

- Centre de tri Maubert-Fontaine - Ardennes : les postiers font reculer la direction 8
- Shiseido - Loiret : les licenciements ne passent pas 8
- Caf - Nancy : le ras-le-bol s'exprime 8
- Naval Group - Ruelle : contre le renvoi d'un intérimaire 9
- Michelin - Cholet : non aux semaines à rallonge ! 9
- Satys - Marignane : en grève pour l'augmentation des salaires 9
- Clinique Ramsay - Villeurbanne : soignants en grève 10
- Chanel : l'envers du luxe 10
- Grands hôtels : palaces et licenciements 10
- Aéroports de Paris - Orly-Roissy : le mouvement continue 11

Agenda

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Pour imposer nos intérêts vitaux, il faudra affronter le grand patronat

« Tous les indicateurs sont au vert », « un rebond spectaculaire », « une croissance plus forte que prévue » : l'optimisme est à son comble au gouvernement et dans les reportages complaisants consacrés aux prévisions économiques ces jours derniers. À en croire l'Insee, l'institut national de la statistique, la croissance est de retour, le pouvoir d'achat progressera de 2% et plus de 300 000 emplois seront créés dans l'année. Ces chiffres ne rattrapent même pas les destructions d'emplois entraînées par la crise sanitaire, ni le pouvoir d'achat perdu. Mais ils suffisent à ceux qui les commentent pour reprendre le refrain du retour au monde d'avant la crise sanitaire, en mieux.

À les entendre, l'avenir s'annonce donc riant. Il faut vraiment être un laquais des possédants pour disserter sur l'augmentation moyenne du pouvoir d'achat au moment où toutes les factures s'envolent, du carburant au gaz en passant par les fruits de saison, tandis que les salaires restent au sol !

Et, pendant que journalistes et ministres se félicitent sur les plateaux télé, les annonces de plans de licenciements et de fermetures d'entreprises continuent, touchant des dizaines de milliers de familles. Le 1^{er} juillet, près de mille travailleurs de la chaîne de fournitures de bureaux Office Depot ont reçu leur lettre de licenciement, après la mise en redressement judiciaire de l'entreprise. Le prétexte, ce sont les pertes dues à la crise sanitaire. Mais la mise à mort ne concerne que les travailleurs, car les actionnaires du fonds d'investissement propriétaire ont encaissé de jolis bénéfices, les dividendes de leurs actions ayant bondi de 85%.

La situation d'Office Depot est parlante : oui, l'avenir est rose pour les actionnaires, pour cette poignée de parasites qui placent leur argent là où il peut rapporter vite et gros, quitte à dépecer une entreprise après avoir tiré le maximum de profits de ses travailleurs !

Alors, quand les représentants des capitalistes parlent de reprise et de croissance, cela ne veut pas dire que cela va aller mieux dans les quartiers populaires. Si croissance il y a, ce sera toujours dans une économie globalement en crise, où les marchés sont saturés et où les capitalistes, pour daigner investir, exigent que l'État mette la main à la poche.

Le gouvernement s'y plie et vient d'annoncer

7 milliards de crédits supplémentaires pour l'innovation dans le secteur de la santé, comprenez les grands groupes pharmaceutiques. Oui, Macron soutient les capitalistes, « quoi qu'il en coûte » aux travailleurs et aux classes populaires !

Même dans des entreprises où le travail repart, le patronat entend imposer des reculs aux travailleurs. C'est le cas pour les salariés des aéroports, dont ceux d'ADP où la direction veut baisser les salaires. Du côté du gouvernement, après s'en être pris aux chômeurs, c'est le tour des futurs retraités. Si Macron n'a pas encore remis sur la table son projet de retraite à points, il veut reculer l'âge de départ à 64 ans, alors que retrouver un boulot après 55 ans devient mission impossible. Pour de nombreux travailleurs, cela signifiera la survie aux minima sociaux en attendant une pension de retraite tout aussi misérable, faute d'avoir le compte de trimestres.

Ces attaques font pression sur l'ensemble des travailleurs. Nous ne pourrions nous y opposer qu'en menant une offensive d'ensemble, en organisant la lutte générale du monde du travail pour ses objectifs vitaux, à commencer par un emploi, avec un salaire qui permette de vivre.

L'argent est là, les grands actionnaires ont accumulé des milliards et nous chantent même l'air de la prospérité retrouvée. Eh bien, il faut que les travailleurs, qui font tourner toute la société, imposent que l'argent accumulé par les capitalistes et les ressources de l'État servent à maintenir tous les emplois et à créer tous ceux qui manquent !

Ce n'est pas le travail qui manque. Dans beaucoup d'entreprises, les cadences folles et les heures supplémentaires usent la santé des travailleurs. Il faudrait aussi des embauches pour multiplier les transports, les lits d'hôpitaux, le personnel dans les Ehpad, dans les écoles et dans les mille et un secteurs indispensables à la vie sociale.

Pour vivre dignement, il faut des augmentations de salaire massives. Et pour que notre pouvoir d'achat ne s'écroule pas quand les prix grimpent, il faut que les salaires suivent la hausse des prix.

Ce n'est pas au programme de la « reprise » du monde bourgeois et de ses serviteurs, mais c'est la seule perspective d'avenir pour les travailleurs.



Dans la manifestation des salariés d'ADP, le 1^{er} juillet.

Vaccination obligatoire : le gouvernement se défausse

La campagne médiatique et politique pour la vaccination obligatoire des travailleurs de la santé prend l'allure d'un tir de barrage. Après les ministres et les commentateurs accusant quasiment les soignants d'infecter leurs patients, sont venus les pétitionnaires en tout genre, jusqu'à, main dans la main, le secrétaire de la CFDT et le président du Medef.

Cette déclaration commune d'un chef syndical et du porte-parole du grand patronat a de quoi susciter la méfiance des travailleurs, s'il en était besoin à propos d'un projet gouvernemental, qui plus est chaudement soutenu par le chœur médiatique. Ainsi le personnel soignant, envoyé au front sans masque, sans surblouse, sans trêve ni repos au début de l'épidémie, ces travailleurs des hôpitaux et des Ehpad qui ont fait face alors que l'État patageait lamentablement, seraient aujourd'hui les pelés, les galeux qui transmettent le virus ?

Mais qui donc a menti pendant des mois, qui, après

avoir fermé les lits par milliers et désarmé la Santé publique, refuse toujours la moindre embauche ? Qui, si ce n'est l'État en général et ce gouvernement en particulier ? La méfiance de certains soignants à l'égard de la vaccination est sans doute discutable, mais celle qu'ils éprouvent à l'égard de l'État est plus que justifiée.

Une fois de plus on voit à qui l'État impose des contraintes et à qui il laisse les mains libres. On peut bien travailler à quatre au mètre carré dans une usine de montage automobile, un abattoir, un chantier de construction ou la cale d'un chalutier. Là

aucun ministre ne viendra jamais, sous prétexte de Covid, empêcher un patron de faire suer du profit. En revanche l'aide-soignante qui applique depuis des mois les consignes sanitaires mais rechigne devant la vaccination serait le diable en personne. Et elle devrait obéir aux injonctions du gouvernement sous peine de sanction. Le gouvernement n'a pas voulu contraindre les firmes pharmaceutiques à fabriquer les vaccins en quantité suffisante, mais il a empêché la population de se déplacer sous peine d'amendes, sauf pour aller se faire exploiter évidemment. Il aligne des centaines de milliards pour garantir les profits et n'offre aux travailleurs que vaines promesses, licenciements, baisse des allocations chômage et recul de l'âge de la retraite.

Cette campagne politique pour rendre obligatoire la

vaccination des soignants vise à décharger les Macron, Castex et autre Véran de leurs responsabilités et à faire porter le chapeau aux travailleurs de la santé. Pire encore, elle contribue à opposer les soignants les uns aux autres sur un terrain pourri. Les travailleurs qui doutent de la vaccination, et dont personne ne connaît le nombre réel, ne sont pas les adversaires de ceux qui se sont déjà fait vacciner, qui sont sans doute l'écrasante majorité.

Car, pour ou contre se faire vacciner, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, chaque travailleur sait qui est responsable de la catastrophe sanitaire : ceux qui ont massacré l'hôpital public, favorisé les surprofits des laboratoires, profité de la crise pour s'enrichir encore plus, ceux qui, par leur rapacité, mènent la société à la catastrophe : le grand patronat et ses laquais politiques.

Paul Galois



Féminicides : inaction criminelle de l'État

Sandra Pia a été tuée à 31 ans par son ex-conjoint le 2 juillet à Bordeaux. Elle est la 58^e victime d'un féminicide depuis début 2021, rien qu'en France.

Peu avant elle, Stéphanie, 22 ans, avait succombé à Hayange sous les coups de couteau d'un ex-compagnon. La main-courante puis la plainte, déposée il y a six mois, étaient encore « en attente de traitement ». Auparavant, il y avait eu Chahinez, brûlée vive à Mérignac, et beaucoup d'autres encore.

Le Planning familial de Bordeaux proteste contre les moyens sous-dimensionnés attribués à la protection des femmes en danger face aux violences conjugales. Les téléphones grave danger, permettant d'appuyer

sur une touche d'urgence 24/24 n'équipent, selon l'association, qu'une centaine de femmes en France, alors qu'environ 220 000 sont chaque année victimes de violences. Lors du Grenelle consacré en novembre 2019 à cette question, urgente s'il en est, figurait parmi les promesses l'octroi de 3 000 de ces téléphones grave danger.

En Gironde, une autre association s'indigne de n'avoir vu arriver à la suite du Grenelle, à répartir dans tout le département, que six places d'urgence et trente allocations logement temporaire.

Or, pour l'année 2020, elle avait été contactée par plus de 2 500 femmes en danger !

Ces cas récents, lourds de plaintes classées sans suite, de placements sous contrôle judiciaire non respectés, d'obligations de soins ou de suivis thérapeutiques inefficaces en disent long : lent et pesant restent la règle dans une société pour laquelle la violence conjugale n'est pas la priorité des priorités. Des femmes continuent, au 21^e siècle, à perdre la vie à cause du sentiment de propriété que certains croient pouvoir s'arroger sur elles. La barbarie d'une société où se forge et perdure ce sentiment ancestral est crûment révélée.

Viviane Lafont

Macron la morale : à la chasse aux voix de droite

Féministe, tel se revendique Macron dans une récente interview au magazine *Elle*. Mais si, après les youtubeurs et les influenceurs, Macron ne dédaigne pas la presse dite féminine, c'est à la chasse aux voix de la droite bien-pensante qu'il se livre une fois de plus.

Même s'il se revendique à l'origine d'une « promotion de défenseuses des droits des femmes », à l'occasion de la tenue d'un forum Génération Égalité de l'ONU à Paris, les prises de position de Macron face aux journalistes du magazine sont d'un pur passéisme.

Ce père-la-pudeur se permet d'avoir un avis sur la façon dont les jeunes filles doivent s'habiller. Ravivant la polémique suscitée à l'automne dernier par le ministre Blanquer, Macron fait la moue au sujet du « crop top », petit haut dévoilant le nombril. On voit mal en effet le président ainsi vêtu, mais il se dit pour la « tenue décente exigée » au lycée. En quoi le nombril à l'air est-il plus indécent que les mollets poilus de certains lycéens, Macron ne se fatigue pas à donner des arguments.

Mais plus grave dans le même registre, celui qui prétend avoir décrété l'égalité femmes/hommes grande cause de son quinquennat se déclare opposé à l'allongement du délai de recours à l'interruption volontaire de grossesse de douze à quatorze semaines, une proposition de loi dans

ce sens étant aujourd'hui en suspens au Parlement. Ce serait, prétend Macron, pour éviter aux femmes le traumatisme d'avorter, d'autant plus grave dans des délais allongés. « *Tous les gynécologues le disent* », affirme-t-il contre toute vérité, car justement le comité d'éthique a indiqué ne pas voir « d'objection à allonger le délai d'accès à l'IVG de deux semaines ». Ce délai supplémentaire est d'autant plus important que, selon une étude européenne, une femme concernée sur deux a découvert sa grossesse au-delà des douze semaines.

Le traumatisme, pour la grande majorité d'entre elles, est surtout d'avoir à trouver les moyens de recourir à une IVG en Espagne ou aux Pays-Bas, d'en assumer entièrement les frais, sans compter le voyage et l'hébergement obligatoire. Cela concerne plusieurs milliers de femmes chaque année. Et, évidemment, c'est encore plus traumatisant quand l'angoisse est accrue par les difficultés d'accès à l'information et au financement de l'IVG souhaitée.

V. L.



Plus 15 % pour le gaz : et les salaires ?

Le prix du gaz a augmenté de près de 10 % le 1^{er} juillet, après une hausse de 1,1 % en mai, 4,4 % en juin, ce qui fait plus de 15 % en trois mois. Certes le prix du gaz joue au yo-yo depuis des années, mais là, c'est un sacré coup de massue.

La Commission de régulation de l'énergie, la CRE, justifie abondamment cette augmentation des tarifs. Cette CRE se prétend indépendante et elle l'est, sans aucun doute, de la population, puisque ses six membres sont désignés par l'État. La commission l'assure, la France n'est pour rien dans la hausse du gaz, tout est de la faute de l'étranger ! À commencer par la Chine, bien sûr, dont la consommation accrue de gaz tirerait les prix vers le haut. Viendrait ensuite

la Russie qui, pour contrer l'opposition des États-Unis et de certains pays d'Europe à son projet de gazoduc Nord Stream 2, serait en train de limiter son offre de gaz, et donc d'entraîner les prix à la hausse. Enfin, l'augmentation des taxes, au niveau européen, sous prétexte de lutte contre le réchauffement climatique, renchérit également les prix.

La CRE, qui incrimine Chine, Russie et Union européenne, est en revanche muette sur les bénéfices réalisés par Engie,

le fournisseur français. La Cour des comptes n'est pas non plus très bavarde à ce sujet. Or, même si les bénéfices d'Engie ne proviennent pas tous du gaz, ils devraient atteindre de 2,2 à 2,5 milliards d'euros pour cette année !

Alors, que la hausse du gaz soit le résultat des manœuvres russes, de la consommation chinoise, des normes européennes ou de l'appétit de profit d'Engie, les consommateurs n'ont pas à en faire les frais.

Si les prix montent, il faut que les salaires, les allocations et les pensions suivent pour que le pouvoir d'achat des classes populaires ne continue pas à sombrer.

André Victor

Samaritaine : vitrine dorée d'un système moisi

Depuis samedi 3 juillet, des politiciens se relaient pour dénoncer les tags des militants d'Attac sur les vitrines de la Samaritaine, et défendre le bon droit de Bernard Arnault à s'enrichir.

La maire PS de Paris Anne Hidalgo, la macroniste Aurore Bergé, la présidente de droite d'Île-de-France Valérie Pécresse ont tenté d'expliquer que si Bernard Arnault a gagné 62 milliards en un an, c'est une bonne chose pour la société.

La Samaritaine, ce grand magasin parisien, fait partie du groupe de luxe LVMH, dont l'actionnaire principal est Bernard Arnault. Dans l'hôtel qui va y ouvrir, la plus petite chambre coûte 1150 euros la nuit. Le magasin ne vend que des produits de luxe, comme la gamme Capucines des sacs Vuitton, dont le moins cher coûte 3400 euros et celui en cuir de crocodile 37000 euros. En pleine crise économique, LVMH a battu des records de vente. Les clients fortunés ont pu acheter des ceintures en peau de crocodile, pendant que les salariés serrent la leur.

LVMH a supprimé cette année 900 emplois

en France et 13000 dans le monde. En même temps, l'entreprise a versé trois milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires, dont la moitié à Bernard Arnault et sa famille.

Bernard Arnault est le plus riche capitaliste français, et actuellement le deuxième derrière Jeff Bezos à l'échelle mondiale. En plus de LVMH, il est un des principaux actionnaires d'entreprises comme Carrefour, qui a elle aussi enrichi ses actionnaires en supprimant des milliers d'emplois ces dernières années.

L'action d'Attac à la Samaritaine visait à dénoncer les excès des capitalistes, et à revendiquer qu'ils payent quelques impôts. Mais il faudra bien autre chose qu'un coup de peinture pour que l'économie serve à satisfaire les besoins de tous, au lieu des caprices des riches, et avant tout, la soif de profits de quelques-uns.

Célia Morin



Dans la manifestation du 1^{er} mai 2021.

Tour de France : la chute au bout du guidon

Depuis le début du Tour de France, les chutes et les abandons se sont multipliés. « Je suis content d'arriver en un seul morceau », a estimé le coureur Julian Alaphilippe à l'arrivée d'une étape bretonne chaotique.

« Si on ne change rien, un jour il y aura des morts », a dénoncé Marc Madiot, ancien coureur et manager d'une équipe. Les coureurs ont menacé de faire grève pour de meilleures conditions de sécurité pour éviter les chutes. Mardi 29 juin, dans une action symbolique, ils ont mis pied à terre.

Des morts pendant les courses, il y en a de temps en temps, comme lors du Tour de Pologne 2019, où un coureur de 22 ans, Bjorg Lambrecht, s'est tué. Quant aux blessures, elles sont fréquentes. Pour ne citer que des coureurs connus, le Britannique Chris Froome, 36 ans, qui a emporté quatre fois le Tour de France, se traîne aujourd'hui à la fin du classement général : il ne s'est jamais remis d'une très grave chute dans une course en 2019. Thibaut Pinot, victime d'une chute lors de la première étape du Tour 2020

qui lui a causé une blessure au dos, souffre le martyr et n'a pas repris la course, alors qu'il n'a que 31 ans.

Les raisons de la multiplication des chutes, collectives notamment, impliquant parfois plusieurs dizaines de coureurs, sont variées. Les coureurs dénoncent les parcours, souvent conçus pour arriver en centre-ville, avec de nombreux ronds-points, des virages et des routes étroites, peu adaptés à une course en peloton à parfois 80 km/heure. Le nombre de coureurs est aussi invoqué, alors que l'organisateur, ASO, appartenant à la famille Amaury, toujours âpre au gain, a pris une équipe en plus, portant le nombre de coureurs à 184. Autre cause, souvent citée : les oreillettes. Tous les coureurs sont ainsi reliés à leur directeur sportif, dont ils sont tenus d'écouter les consignes, parfois plus qu'ils ne suivent les règles

de prudence.

Mais, au-delà des causes techniques, c'est souvent tout simplement la recherche de la performance qui est à l'origine des chutes. Pour gagner quelques secondes, les coureurs roulent groupés par équipe, chaque coureur à quelques dizaines de centimètres seulement du précédent. Dans une telle proximité, toute chute

est collective. Les sprints ne sont pas dépourvus de coups de coude et autres gestes dangereux.

Autrement dit, les chutes sont d'abord causées par la logique même de la compétition, à l'instar du dopage, qui veut que des coureurs trichent et mettent en danger leur propre santé pour l'emporter. Pour la victoire et la gloire, de jeunes

sportifs sont prêts à risquer leur santé, voire leur vie. Quant aux organisateurs comme ASO, les sponsors et les entreprises qui financent le Tour, ils attendent le retour sur investissement que leur procureront les sacrifices des forçats de la route. Sans même donner un coup de pédale et, bien sûr, sans risque de chute.

Michel Bondelet



Les cyclistes au coude à coude dans le peloton lors du Tour de France 2019.

Baccalauréat : **Blanquer recalé!**

Les épreuves du nouveau baccalauréat, simplifié par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, ont tourné au fiasco. Les médias ont seulement relevé que les résultats du bac, annoncés normalement mardi 6 juillet, seraient peut-être décalés.



Le ministre et les responsables du SIEC (le service inter académique des examens et concours), qui gère les académies de Paris, Créteil, Versailles, ont tenté d'attribuer ce retard aux professeurs qui auraient tardé à rendre les notes. Mais en fait depuis le 7 juin, les dysfonctionnements se sont accumulés, à croire que le ministère organise le bac pour la première fois, alors que dorénavant il ne reste plus que les épreuves de français, de philosophie et le grand oral.

Les élèves ont reçu leurs convocations très tardivement, avec de surcroît des erreurs. Pour les enseignants, les convocations tombent normalement à la mi-mai.

Là, elles sont arrivées la semaine précédant l'épreuve, parfois la veille pour le lendemain, parfois à deux endroits différents. Du coup, de nombreuses convocations n'ont pas pu être honorées. Le grand oral, l'épreuve-phare de la réforme Blanquer, s'est déroulé dans la cacophonie la plus totale, les élèves attendant en vain un jury. Bruno Bobkiewicz, proviseur et secrétaire général du principal syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN), a par exemple été obligé d'annuler l'épreuve de 20 élèves de son établissement car un des professeurs convoqués l'était aussi ailleurs au même moment.

Pour les épreuves d'oral de français, il en a été de même. Des élèves souvent stressés ont attendu des heures un professeur qui ne venait pas, et ont été convoqués de nouveau le lendemain pour s'entendre dire qu'il fallait revenir en

septembre au rattrapage.

Ce mépris des élèves indignes bien sûr leurs enseignants tout comme les fausses excuses du ministre. Pour les jurys d'harmonisation, censés repêcher grâce aux dossiers scolaires les élèves proches de la moyenne, les professeurs ont été convoqués une première fois jeudi 1^{er} juillet, puis décommandés. Convoqués de nouveau le lendemain, certains sont arrivés

dans leur lycée de jury pour apprendre qu'ils devaient revenir lundi, la veille de la proclamation des résultats.

Cette désorganisation est la conséquence des suppressions de postes au SIEC. Le ministère, fort de sa nouvelle réforme qui devait permettre des économies substantielles en allégeant le bac, a mis la charrue avant les bœufs et a supprimé des postes essentiels.

Aline Urbain

L'informatique pas fantastique!

Pour expliquer la désorganisation des épreuves du bac, le ministère a évoqué la nouveauté de l'utilisation de l'outil informatique pour la correction.

De fait, les copies sont maintenant scannées et adressées à un correcteur qui doit les corriger de chez lui. Ce n'est pas du tout un progrès. De nombreuses copies mal scannées sont illisibles. Outre le fait que le travail de correction sur écran est plus pénible,

les correcteurs sont seuls chez eux face à leur ordinateur. Auparavant, convoqués ensemble pour retirer les copies, s'ils jugeaient en avoir trop, ils s'organisaient et les laissaient sur place en exigeant le recours à un autre correcteur.

Une correctrice de philo a ainsi corrigé 106 copies en dix jours. Soulagée d'être enfin en vacances, elle a en reçu 66 de plus, à corriger en 48 heures!

A. U.

Créteil : lycéens menacés d'expulsion

Vendredi 2 juillet, environ 150 personnes, lycéens et enseignants de trois lycées du Val-de-Marne, aidées par le Réseau Éducation sans Frontières (RESF), se sont rassemblées devant la préfecture pour exiger qu'elle renonce aux menaces d'expulsion concernant trois élèves.

Fin juin en effet, alors que les cours prenaient fin, Amina, en terminale au lycée Gutenberg de Créteil, Modibo, en première au lycée Jacques-Brel de Choisy-le-Roi et Katiene, étudiante en BTS au lycée Saint-Exupéry de Créteil, ont chacun reçu une OQTF (obligation de quitter le territoire français), donc la menace d'être expulsés à tout moment.

La nouvelle a scandalisé leurs enseignants et leurs camarades de classe qui ont pu monter en quelques jours une mobilisation. Non, il n'est pas question que ces trois jeunes soient expulsés ou condamnés à une vie de clandestins, les empêchant de continuer leurs études ou d'obtenir un contrat de travail.

Les manifestants dénonçaient aussi le fait qu'il est maintenant quasi impossible d'obtenir un rendez-vous en préfecture pour déposer une demande de titre de séjour. Certains lycéens attendent en vain depuis plus d'un an. La procédure est maintenant informatisée, difficile d'accès pour des jeunes qui ne possèdent souvent pas d'ordinateur, et elle ne propose quasiment aucune plage de rendez-vous disponible. Les jeunes deviennent ainsi expulsables sans même avoir eu la possibilité de déposer une demande.

Les prises de parole des lycéens menacés, racontant leur parcours, leurs efforts pour réussir leurs études,

leur volonté de s'insérer dans le monde du travail, lors des stages en particulier, ont ému tous les présents. Elles illustrent le scandale et l'inhumanité de la situation entraînée par la politique de plus en plus ignoble des gouvernements successifs.

Les manifestants demandaient à être reçus par des représentants de la préfecture. Ceux-ci ont montré leur cynisme et leur mépris en refusant de les recevoir et en leur proposant de laisser quelques documents dans une des guérites destinées à protéger les policiers de la pluie.

Malgré les vacances qui commencent, tous les présents se sont quittés sur la ferme intention de ne pas lâcher et de revenir à la rentrée si la situation n'a pas évolué. La lutte continue pour qu'Amina, Modibo et Katiene obtiennent un titre de séjour.

Correspondant LO

École des Poissonniers – Paris : contre la suppression des postes d'animateurs

À quelques jours des vacances scolaires, les travailleurs de l'école des Poissonniers, dans le 18^e arrondissement de Paris, ont appris la suppression de quatre postes d'animateurs pour la rentrée prochaine.

À cette nouvelle, une majorité d'entre eux ont décidé de se mettre en grève pour dénoncer la mise à l'écart de collègues qui travaillent avec eux depuis plusieurs années pour certains. Une pétition a été rédigée pour informer les familles et a recueilli plus de 200 signatures en une journée.

Mardi 6 juillet, enseignants, animateurs, ATSEM, agents d'entretien, parents et enfants se sont retrouvés devant l'école pour aller ensemble à la Direction des affaires scolaires de la ville de Paris (DASCO). Celle-ci n'avait pas répondu à leur demande de rendez-vous. Il a suffi de cette visite surprise pour qu'une audience avec le directeur adjoint soit finalement possible.

Prétextant des raisons sanitaires, la direction a imposé de ne recevoir que trois personnes et que le reste de la délégation quitte les lieux. La vingtaine de présents a

alors décidé d'improviser une assemblée dans le hall, plutôt qu'à l'extérieur, et, miraculeusement, une salle permettant d'accueillir une délégation de 16 personnes a été trouvée.

Lors de cette audience, une des animatrices a fait part du cas des vacataires étrangers, condamnés à la précarité malgré les années passées à travailler. Une agente d'entretien a demandé quel serait l'avenir des contractuels à la rentrée. La réponse du directeur adjoint a été que ceux embauchés en raison du Covid ne seraient pas reconduits.

Quant aux emplois d'animateurs supprimés, ce même directeur a finalement laissé entendre que des postes pourraient être envisagés... à condition que cela «*reste le plus confidentiel possible*». À demi-mot, ce directeur a démontré que seule la mobilisation payait.

Correspondant LO



Afghanistan : dévasté par l'impérialisme

Les troupes américaines et de l'Otan ont évacué, le 2 juillet, la base aérienne de Bagram située à 50 km de la capitale Kaboul, une étape vers le retrait définitif prévu pour septembre. Vingt ans après le début de la guerre déclenchée contre l'Afghanistan par les États-Unis et la coalition des pays membres de l'Otan, dont la France, le pays est dans une situation catastrophique.

Dans cette guerre déclenchée après les attentats de septembre 2001 contre les talibans, accusés de protéger Ben Laden, les dirigeants américains disaient vouloir apporter aux Afghans la paix et la liberté. Mais il n'en fut rien. Pour les classes populaires afghanes, la situation ne fit qu'empirer au fil de ces années. Les bandes armées se multiplièrent à la faveur de ce qui devint un bourbier pour l'armée américaine.

Aujourd'hui, les attentats se succèdent, commis par les talibans, les milices d'al-Qaïda ou de l'État islamique, ou une des nombreuses bandes armées qui, dans le chaos, essaient d'établir leur loi. Le 8 mai dernier, les attentats à la bombe perpétrés devant une école pour filles de Kaboul avaient fait au moins cinquante morts et une centaine de blessés, dont beaucoup d'étudiantes. Début juin, une bombe éclatait dans un bus faisant 11 morts dont trois enfants dans la région de Badghis au nord-ouest du pays.

Durant la même semaine, quatre autres minibus de passagers ont été attaqués dans les quartiers chiites de Kaboul, faisant une douzaine de morts au total. Deux de ces attaques ont été revendiquées par le groupe djihadiste État islamique, dont les combattants – toujours présents selon l'ONU dans l'est et dans le nord du pays – visent spécifiquement la minorité

chiite hazara. Et ce ne sont que quelques exemples.

Les Afghans qui ont de la famille ou la moindre ouverture à l'étranger cherchent à s'exiler. Les autres sont pris au piège de cette violence quotidienne qu'aggrave la misère et l'épidémie de Covid. Nombre d'Afghans en meurent chez eux ou dans la rue, refoulés par les hôpitaux publics, sans services de réanimation ni stocks d'oxygène. L'ONU estime que 18,4 millions des 38 millions d'Afghans, presque la moitié, ont besoin d'aide humanitaire.

Les talibans s'imposent tous les jours davantage face à l'armée afghane. Ils contrôlent aujourd'hui les deux tiers du territoire, et manœuvrent pour encercler Kaboul. Les dirigeants américains, qui veulent éviter l'extension de l'instabilité afghane à toute la région, se satisferaient de leur retour au pouvoir. C'est ce que montrent les discussions engagées avec ceux qui furent leurs ennemis après avoir été leurs amis dans les années 1990.

Pas plus aujourd'hui qu'il y a vingt ans, les dirigeants impérialistes ne se soucient des exactions des différentes bandes armées que la population subit, de la misère dans laquelle elle s'enfonce, de l'instauration probable d'une dictature moyenâgeuse en Afghanistan.

Aline Rétesse



Sur la pancarte : « Ce gouvernement n'est pas un gouvernement. »

Liban : une plongée dans la misère

Les dernières semaines ont vu une accélération de la crise au Liban. La monnaie, la livre, a poursuivi sa dégringolade face au dollar, avec comme conséquence une chute du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population. La Banque du Liban (BDL) est au bord de la faillite.

La livre libanaise est passée en deux semaines de 12 000 LL pour un dollar à 17 000 LL. Sa valeur a été divisée par plus de dix depuis le début de la crise, avant laquelle le taux de change s'était stabilisé pendant deux décennies autour de 1 500 LL pour un dollar.

La grande majorité des travailleurs, payés en livres libanaises, sont désormais sous le seuil de pauvreté. Les produits importés sont, depuis plusieurs mois, à des prix inaccessibles. La vente de viande a chuté de 90 %. Même les produits essentiels comme le pain et l'essence, subventionnés par la Banque du Liban, depuis le début de la crise, ont vu leur prix doubler entre avril 2020 et avril 2021.

Cela est dû à l'absence de contrôle sur les grossistes et les commerçants, qui détournent les marchandises et font grimper les prix, ciblant la rare clientèle dont les revenus sont en dollars, et donc capable de payer. Les supermarchés ne prennent parfois plus la peine d'afficher les prix en rayon. La population travailleuse, pour qui le salaire minimum équivaut désormais à 40 dollars, doit réduire son alimentation au strict minimum.

Devant l'épuisement de

ses réserves, la BDL a commencé à réduire les subventions qu'elle maintenait jusque-là sur les produits essentiels. Cette annonce a eu pour effet d'aggraver la pénurie, les spéculateurs retenant les marchandises subventionnées dans l'espoir de pouvoir les vendre ensuite plus cher. C'est notamment le cas pour l'essence. Il faut faire la queue pendant plus de deux heures pour espérer avoir 20 litres au prix de 70 000 LL, soit un dixième du salaire minimum. Il s'ensuit déjà une augmentation des tarifs des transports en commun ainsi que de ceux de l'électricité, en majorité fournie par des entreprises privées.

La pénurie touche aussi les médicaments, pourtant subventionnés. Des centaines de produits essentiels, pour le diabète, les maladies cardiaques ou la tension artérielle, mais aussi pour certains cancers ou la sclérose en plaques, sont très difficiles à trouver. Le lait infantile est devenu une denrée rare.

Devant cette situation, ceux qui ont la possibilité de partir cherchent à trouver du travail payé en dollars dans les pays du Golfe, pour pouvoir envoyer de l'argent à leur famille au Liban. C'est le cas par exemple de milliers

d'enseignants qui auraient démissionné de leurs postes en fin d'année scolaire.

Pour les partis politiques traditionnels, la crise économique est une opportunité de se montrer à nouveau indispensables vis-à-vis de leur base politico-confessionnelle. Ébranlés par le mouvement de contestation de 2019, beaucoup de leurs dirigeants en profitent pour renforcer leur emprise en s'appuyant en particulier sur la distribution de colis alimentaires, le paiement de factures, voire la fourniture de carburant.

La situation provoque une nouvelle vague de protestations. En plus des coupures de routes, des manifestants ont tenté de prendre d'assaut des bâtiments publics, des agences filiales de la BDL et d'autres banques privées. Des grèves ont touché ces dernières semaines la fonction publique, les hôpitaux publics, ainsi que les travailleurs journaliers.

Tout un peuple est en train de plonger dans la misère, s'indigne et cherche une issue. Le cas du Liban n'est qu'un exemple de la situation dramatique dans laquelle la crise mondiale enfonce des populations entières. Il témoigne aussi de l'irresponsabilité totale de classes dirigeantes cupides, dont le seul souci est de sauvegarder leurs capitaux et leur pouvoir sur la société. C'est bien ce pouvoir qu'il faut leur arracher.

Marwan Karim



Soldat afghan ayant remplacé les Américains après l'évacuation de la base US de Bagram.

Lisez Lutte de classe revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 217 (juillet-août 2021):

- Après les élections régionales
- Automobile: l'impasse de la politique de «relocalisation» de la CGT
- Agression contre la CGT: un avertissement
- Féminisme, intersectionnalité et lutte de classe
- La fièvre du bitcoin, symptôme d'un système économique malade
- Birmanie: la classe ouvrière face à l'armée et à l'impérialisme
- Génocide au Rwanda: 27 ans de mensonges et de déni sur la complicité de la France

Prix: 2,50 euros-Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Cisjordanie : l'Autorité palestinienne, gendarme de son peuple

Des manifestations de colère se sont déroulées dans plusieurs villes de Cisjordanie, depuis la mort, le 24 juin, de Nizar al-Banat, militant politique contestant les dirigeants de l'Autorité palestinienne (AP) et particulièrement Mahmoud Abbas, son président.

Tué quelques heures après son arrestation, en pleine nuit, par la police de l'Autorité palestinienne, Banat était connu pour reprocher aux dirigeants de l'AP le climat de corruption qui les entoure. Il s'était porté candidat sur une liste opposante au parti d'Abbas, le Fatah, lors des élections législatives qui devaient avoir lieu dans les Territoires occupés en mai dernier.

Or ces élections, les premières depuis 2006, avaient été annulées fin avril, officiellement en raison des affrontements entre les jeunes Palestiniens et la police israélienne à Jérusalem-est.

Ces élections repré-

sentait visiblement une bouffée d'oxygène pour les Palestiniens des Territoires occupés et de Gaza : en quelques semaines, 93 % d'entre eux, en âge de voter, s'étaient inscrits pour s'exprimer.

De nombreuses listes s'étaient constituées.

La colère de se voir confisquer le scrutin s'ajoutant à toutes les colères accumulées au sein d'une population privée d'avenir, privée d'État propre, sur des terres de plus en plus morcelées par la colonisation israélienne, a déferlé dans les cortèges de Ramallah à Hébron, de Haïfa à Jérusalem en passant par Gaza.



Manifestation à Ramallah contre l'Autorité palestinienne : « Abbas, dégage ».

La mort de Banat, succédant à des arrestations d'autres opposants, a mis le feu aux poudres.

Quelques jours auparavant, il avait publiquement dénoncé un accord entre l'AP et le gouvernement israélien.

L'accord prévoyait d'accepter les doses de vaccins presque périmées qu'Israël donnait, en échange de vaccins destinés à la Cisjordanie. Il avait été annulé suite au mécontentement qu'il avait provoqué dans la population palestinienne.

« Abbas dégage », « À bas le régime militaire », « Non aux assassinats politiques », ces slogans ont retenti encore le 3 juillet, lorsque de

nombreux manifestants ont conspué Abbas, à proximité du palais présidentiel. Forces de répression et routes bouclées empêchaient l'arrivée d'autres manifestants.

Le régime d'apartheid que la politique des dirigeants israéliens a construit depuis 1967, refusant à la population palestinienne ses droits fondamentaux, traitant ses membres comme des citoyens de seconde zone, multipliant les provocations comme les implantations de colonies et les annexions a trouvé, dans les dirigeants palestiniens nationalistes, du Hamas à Gaza et du Fatah à Jérusalem-est et Ramallah, des alliés objectifs pour

tenter de maintenir la révolte récurrente des 5 millions de Palestiniens.

Les dirigeants nationalistes du Fatah et leurs concurrents islamistes du Hamas, se retrouvent à jouer le rôle de gendarme qui leur a été assigné, faute d'offrir des perspectives politiques à la révolte de la jeunesse, et encore moins de l'orienter vers une solution impliquant aussi la population juive d'Israël, deux peuples vivant sur une seule terre.

Gendarmes de leur propre population, en définitive au service de l'ordre que les puissances impérialistes ont imposé dans la région.

Viviane Lafont

Brésil : du pain et des vaccins !

Samedi 3 juillet, pour la troisième fois en un mois, des dizaines de milliers de Brésiliens ont défilé contre Bolsonaro. Dans des centaines de villes, les manifestants ont dénoncé le refus du président de prendre des mesures contre le Covid. Ils l'ont aussi accusé de corruption et ont réclamé des aides d'urgence contre la crise.

À ce jour, la pandémie a fait 530 000 morts dans le pays, mais le gouvernement fédéral a refusé toute mesure générale, masque, distanciation, vaccin ou couvre-feu. Il a même combattu les mesures adoptées localement

par certains maires ou gouverneurs d'État. Bolsonaro lui-même n'a cessé d'ameuter ses partisans, négligeant et ridiculisant les précautions les plus élémentaires.

Ce mépris affiché pour la santé de la population

s'accompagne maintenant d'un scandale de corruption touchant l'achat de vaccins - car il a tout de même bien fallu en commander. Dans une négociation pour 400 millions de doses d'AstraZeneca, de hauts responsables du ministère de la Santé auraient exigé un pot-de-vin de un dollar par dose. Concernant un vaccin indien non encore homologué au Brésil, des millions de doses auraient été payées sans qu'aucune livraison soit effectuée. Et on a offert 1,2 million de

dollars au député qui soulevait le problème, pour qu'il se taise. Mis au courant, Bolsonaro a refusé d'alerter la Police fédérale. Il est donc soupçonné de corruption, lui qui a été porté au pouvoir par le rejet de la corruption des gouvernements du Parti des travailleurs.

La dénonciation de Bolsonaro et de ses proches s'accompagne de revendications économiques face à la crise qui fait exploser le chômage et la misère. Samedi 3 juillet, de nombreux manifestants

réclamaient le retour de l'aide d'urgence versée l'an passé à des millions de familles. Fixée d'abord à 90 euros, elle avait été divisée par deux, puis supprimée au début de cette année.

Dans la manifestation, des pancartes exigeaient « un vaccin dans le bras, de la nourriture dans l'assiette ». Ces revendications élémentaires, dans le monde dominé par la bourgeoisie, aucun gouvernement brésilien n'a jamais pu les satisfaire.

Vincent Gelas

Migrants : pour la liberté de circulation

D'après l'ONG Sea-Watch, les gardes-côtes libyens ont ouvert le feu vers un bateau de migrants en route vers l'Italie, le 1^{er} juillet, pour tenter de l'intercepter. Heureusement, les réfugiés ont réussi à atteindre leur destination.

Durant la même période, on a retrouvé les corps de plus de soixante noyés dans les eaux de Méditerranée centrale.

Freinées un temps par la crise du Covid, les traversées dangereuses de migrants ont repris, et les noyades collectives aussi. Ceux qui fuient la guerre, la répression et la misère sont en effet prêts à prendre tous les risques pour se rendre en Europe. Depuis 2014, plus de 20 000 migrants sont morts en Méditerranée.

Face à la multiplication des naufrages, l'Union européenne s'était d'abord sentie obligée de porter secours aux embarcations. Mais rapidement, les moyens humains et matériels destinés à sauver des vies ont été consacrés à l'aspect purement répressif de la surveillance des frontières. Dans le même temps, l'Europe a délégué à la Libye la tâche de bloquer les migrants, en lui fournissant les bateaux, le financement et les informations recueillies

par satellites et drones, pendant que le Maroc et la Turquie fermaient les autres routes.

Les migrants coincés en Libye par la volonté des pays européens vivent un enfer : kidnappings, vols, tortures, viols et travail forcé. Ceux qui parviennent à s'enfuir par bateaux sont impitoyablement pourchassés, comme le rappelle le crime dénoncé par Sea-Watch.

Mais la responsabilité première de cette guerre contre les pauvres, qui ne dit pas son nom, retombe sur les États européens : ils créent les causes de l'émigration en pillant et déstabilisant les pays de départ, obligent les



réfugiés à risquer leur vie en supprimant la possibilité de l'immigration légale, et confie aux bandes armées libyennes la mission de

cadencer la Méditerranée.

La liberté de circulation et d'installation est vitale pour les travailleurs du monde.

Camille Lulle

Cisjordanie : l'Autorité palestinienne, gendarme de son peuple

Des manifestations de colère se sont déroulées dans plusieurs villes de Cisjordanie, depuis la mort, le 24 juin, de Nizar al-Banat, militant politique contestant les dirigeants de l'Autorité palestinienne (AP) et particulièrement Mahmoud Abbas, son président.

Tué quelques heures après son arrestation, en pleine nuit, par la police de l'Autorité palestinienne, Banat était connu pour reprocher aux dirigeants de l'AP le climat de corruption qui les entoure. Il s'était porté candidat sur une liste opposante au parti d'Abbas, le Fatah, lors des élections législatives qui devaient avoir lieu dans les Territoires occupés en mai dernier.

Or ces élections, les premières depuis 2006, avaient été annulées fin avril, officiellement en raison des affrontements entre les jeunes Palestiniens et la police israélienne à Jérusalem-est. Ces élections repré-

sentaient visiblement une bouffée d'oxygène pour les Palestiniens des Territoires occupés et de Gaza : en quelques semaines, 93 % d'entre eux, en âge de voter, s'étaient inscrits pour s'exprimer.

De nombreuses listes s'étaient constituées.

La colère de se voir confisquer le scrutin s'ajoutant à toutes les colères accumulées au sein d'une population privée d'avenir, privée d'État propre, sur des terres de plus en plus morcelées par la colonisation israélienne, a déferlé dans les cortèges de Ramallah à Hébron, de Haïfa à Jérusalem en passant par Gaza.



Manifestation à Ramallah contre l'Autorité palestinienne : « Abbas, dégage ».

La mort de Banat, succédant à des arrestations d'autres opposants, a mis le feu aux poudres.

Quelques jours auparavant, il avait publiquement dénoncé un accord entre l'AP et le gouvernement israélien.

L'accord prévoyait d'accepter les doses de vaccins presque périmées qu'Israël donnait, en échange de vaccins destinés à la Cisjordanie. Il avait été annulé suite au mécontentement qu'il avait provoqué dans la population palestinienne.

« Abbas dégage », « À bas le régime militaire », « Non aux assassinats politiques », ces slogans ont retenti encore le 3 juillet, lorsque de

nombreux manifestants ont conspué Abbas, à proximité du palais présidentiel. Forces de répression et routes bouclées empêchaient l'arrivée d'autres manifestants.

Le régime d'apartheid que la politique des dirigeants israéliens a construit depuis 1967, refusant à la population palestinienne ses droits fondamentaux, traitant ses membres comme des citoyens de seconde zone, multipliant les provocations comme les implantations de colonies et les annexions a trouvé, dans les dirigeants palestiniens nationalistes, du Hamas à Gaza et du Fatah à Jérusalem-est et Ramallah, des alliés objectifs pour

tenter de maintenir la révolte récurrente des 5 millions de Palestiniens.

Les dirigeants nationalistes du Fatah et leurs concurrents islamistes du Hamas, se retrouvent à jouer le rôle de gendarme qui leur a été assigné, faute d'offrir des perspectives politiques à la révolte de la jeunesse, et encore moins de l'orienter vers une solution impliquant aussi la population juive d'Israël, deux peuples vivant sur une seule terre.

Gendarmes de leur propre population, en définitive au service de l'ordre que les puissances impérialistes ont imposé dans la région.

Viviane Lafont

Brésil : du pain et des vaccins !

Samedi 3 juillet, pour la troisième fois en un mois, des dizaines de milliers de Brésiliens ont défilé contre Bolsonaro. Dans des centaines de villes, les manifestants ont dénoncé le refus du président de prendre des mesures contre le Covid. Ils l'ont aussi accusé de corruption et ont réclamé des aides d'urgence contre la crise.

À ce jour, la pandémie a fait 530 000 morts dans le pays, mais le gouvernement fédéral a refusé toute mesure générale, masque, distanciation, vaccin ou couvre-feu. Il a même combattu les mesures adoptées localement

par certains maires ou gouverneurs d'État. Bolsonaro lui-même n'a cessé d'ameuter ses partisans, négligeant et ridiculisant les précautions les plus élémentaires.

Ce mépris affiché pour la santé de la population

s'accompagne maintenant d'un scandale de corruption touchant l'achat de vaccins - car il a tout de même bien fallu en commander. Dans une négociation pour 400 millions de doses d'AstraZeneca, de hauts responsables du ministère de la Santé auraient exigé un pot-de-vin de un dollar par dose. Concernant un vaccin indien non encore homologué au Brésil, des millions de doses auraient été payées sans qu'aucune livraison soit effectuée. Et on a offert 1,2 million de

dollars au député qui soulevait le problème, pour qu'il se taise. Mis au courant, Bolsonaro a refusé d'alerter la Police fédérale. Il est donc soupçonné de corruption, lui qui a été porté au pouvoir par le rejet de la corruption des gouvernements du Parti des travailleurs.

La dénonciation de Bolsonaro et de ses proches s'accompagne de revendications économiques face à la crise qui fait exploser le chômage et la misère. Samedi 3 juillet, de nombreux manifestants

réclamaient le retour de l'aide d'urgence versée l'an passé à des millions de familles. Fixée d'abord à 90 euros, elle avait été divisée par deux, puis supprimée au début de cette année.

Dans la manifestation, des pancartes exigeaient « un vaccin dans le bras, de la nourriture dans l'assiette ». Ces revendications élémentaires, dans le monde dominé par la bourgeoisie, aucun gouvernement brésilien n'a jamais pu les satisfaire.

Vincent Gelas

Migrants : pour la liberté de circulation

D'après l'ONG Sea-Watch, les gardes-côtes libyens ont ouvert le feu vers un bateau de migrants en route vers l'Italie, le 1^{er} juillet, pour tenter de l'intercepter. Heureusement, les réfugiés ont réussi à atteindre leur destination.

Durant la même période, on a retrouvé les corps de plus de soixante noyés dans les eaux de Méditerranée centrale.

Freinées un temps par la crise du Covid, les traversées dangereuses de migrants ont repris, et les noyades collectives aussi. Ceux qui fuient la guerre, la répression et la misère sont en effet prêts à prendre tous les risques pour se rendre en Europe. Depuis 2014, plus de 20 000 migrants sont morts en Méditerranée.

Face à la multiplication des naufrages, l'Union européenne s'était d'abord sentie obligée de porter secours aux embarcations. Mais rapidement, les moyens humains et matériels destinés à sauver des vies ont été consacrés à l'aspect purement répressif de la surveillance des frontières. Dans le même temps, l'Europe a délégué à la Libye la tâche de bloquer les migrants, en lui fournissant les bateaux, le financement et les informations recueillies

par satellites et drones, pendant que le Maroc et la Turquie fermaient les autres routes.

Les migrants coincés en Libye par la volonté des pays européens vivent un enfer : kidnappings, vols, tortures, viols et travail forcé. Ceux qui parviennent à s'enfuir par bateaux sont impitoyablement pourchassés, comme le rappelle le crime dénoncé par Sea-Watch.

Mais la responsabilité première de cette guerre contre les pauvres, qui ne dit pas son nom, retombe sur les États européens : ils créent les causes de l'émigration en pillant et déstabilisant les pays de départ, obligent les



réfugiés à risquer leur vie en supprimant la possibilité de l'immigration légale, et confient aux bandes armées libyennes la mission de

cadencer la Méditerranée.

La liberté de circulation et d'installation est vitale pour les travailleurs du monde.

Camille Lulle

Centre de tri Maubert-Fontaine : les postiers font reculer la direction

Les agents du centre de tri de Maubert-Fontaine, dans les Ardennes, se sont opposés à la énième réorganisation que voulait leur imposer la direction : un allongement de leurs tournées, des colis et des plis supplémentaires alors que le personnel est déjà insuffisant depuis plusieurs années.

Harassés et las du mépris permanent de la direction, ils ont profité d'un appel national pour partir en grève mardi 22 juin, et ont décidé de la prolonger pour revendiquer l'arrêt immédiat de la réorganisation, l'embauche des CDD et des intérimaires ainsi qu'une prime.

Pour certains, c'était la première grève depuis 30 ans. Durant huit jours, ils se sont organisés dans les assemblées générales quotidiennes, pour tenir le piquet de grève, désigner des détachements de grévistes

pour aller s'adresser aux agents des autres centres de tri, tirer par leurs propres moyens des tracts à destination de leurs collègues et des usagers.

Conscients de la politique générale de La Poste pour supprimer des postes, alourdir la charge de travail, ils savaient que le rapport de force devait se construire au-delà de leur site. Ils ont été rapidement rejoints par d'autres grévistes de Revin et de Givet.

Ils se sont également adressés aux usagers qui ont



pu apporter leur soutien moral et financier à leur mobilisation. En revendiquant des embauches, les postiers défendent non seulement leurs conditions de travail mais aussi la création d'emplois dans des villes fortement touchées par le chômage.

La direction, quant à elle, espérait éteindre l'incendie en proposant rapidement une prime de 250 euros, proposition rejetée unanimement. Elle a alors déplacé les colis et le courrier sur un autre centre. Cela n'a pas démoralisé les travailleurs, qui ont continué à inviter les agents des autres sites à

rejoindre le mouvement et ont mis en place une caisse de grève.

Au bout d'une semaine, la direction a finalement dû recevoir une délégation pour négocier, n'acceptant au départ que les représentants syndicaux. L'assemblée des grévistes a réussi à imposer trois de ses représentants, syndiqués ou non.

La direction a dû reculer provisoirement sur son projet de réorganisation, repoussé à octobre. Elle a promis d'associer les agents à cette nouvelle réorganisation. Elle a dû concéder le paiement d'une journée de

grève, ainsi qu'une prime de 500 euros versée en septembre mais à condition d'avoir écoulé le trafic durant l'été.

Si les postiers ne sont pas parvenus à imposer leurs revendications, notamment l'embauche de leurs collègues précaires, cette victoire est surtout morale. Ils ont prouvé qu'ils étaient capables de résister, de s'organiser et de décider collectivement leurs revendications et leurs actions. Cette grève pose le premier jalon pour imposer les embauches indispensables.

Correspondant LO

Shiseido - Loiret : les licenciements ne passent pas

Le 30 juin et le 5 juillet, les travailleurs de Shiseido à Ormes et à Gien, dans le Loiret, étaient en grève, suite à l'annonce de 83 licenciements sur ces deux usines, qui emploient au total 650 travailleurs.

L'usine fabrique des produits cosmétiques notamment pour la marque Dolce

& Gabbana.

Le 30 juin à Ormes près d'Orléans, le directeur a

été accueilli par les sifflets et les huées de 80 grévistes qui, depuis 5 heures, occupaient un grand rond-point qui dessert de nombreuses entreprises logistiques. À Gien, le piquet comptait une soixantaine de grévistes, dont une majorité de femmes, et l'ambiance était joyeuse et combative. Le 5, jour de négociation, la production était bloquée à Ormes et aucun camion de livraison n'entrait.

L'attitude de la direction qui, il y a peu encore, prétendait que tout allait bien, et qui maintenant veut se débarrasser de travailleurs en leur versant le minimum,

ne passe pas.

Il est bien difficile de connaître les bénéfices réels de l'entreprise, tout comme le montant des aides versées par les collectivités locales, ce qui nécessiterait que les travailleurs contrôlent les comptes. Mais tout le monde sait que le groupe, qui vient d'ouvrir plusieurs usines au Japon, se porte bien. De grandes pancartes devant l'usine dénoncent les « licenciements boursiers », ou encore « Shiseido se paye le luxe de licencier ». Le comble, c'est que le patron a eu le culot de demander des aides récemment dans le cadre du plan de relance de Macron

pour soi-disant créer de l'emploi.

Face à la mobilisation, la direction a dû ravalier son assurance et a fait mine de lâcher des miettes, entre autres sur les conditions de reclassement. Mais les grévistes revendiquent 100 000 euros de prime de licenciement pour 20 ans d'ancienneté, et la direction est loin du compte ! Lundi 5, les grévistes, qui comptent avant tout sur leur mobilisation, reconduisaient la grève pour le lendemain. Ils envisagent de monter au siège parisien où travaillent 1 500 de leurs camarades.

Correspondant LO



Caf - Nancy : le mécontentement s'exprime

Depuis le début de l'année, l'application de la dernière réforme de l'aide au logement pose de nombreuses difficultés dans les Caf (les caisses d'allocations familiales) : bugs informatiques, obligation de forcer le traitement des dossiers, de refaire les calculs à la main... et bien sûr, difficultés à renseigner les allocataires.

Les salariés faisaient face tant bien que mal à ces difficultés, jusqu'à ce que, mi-mai, le directeur général de la Cnaf affirme dans la presse qu'il n'y avait pas de soucis et que très peu d'allocataires étaient concernés. Ses déclarations ont mis le feu aux poudres, et dans plusieurs Caf à travers le pays, malgré le télétravail encore massif,

des débrayages ont eu lieu. Jusqu'à pousser l'ensemble des syndicats à appeler à une grève nationale des caisses le 29 juin.

À Nancy, près de 30% des salariés étaient en grève ce jour-là. Une quinzaine de grévistes se sont rassemblés devant la Caf pour rendre visible la mobilisation et s'adresser aux allocataires.

Les grévistes ont pu



constater que la grande majorité des allocataires soutiennent leur mouvement, car ils subissent tous les jours l'allongement des délais de traitement. Ils sont d'autant plus révoltés que la

Caf de Nancy a profité de la pandémie pour fermer définitivement l'ensemble des permanences du département et limiter l'ouverture de la plateforme téléphonique aux seuls après-midi.

Contre le sous-effectif et la dégradation du service rendu, salariés et allocataires se rendent bien compte qu'ils ont les mêmes intérêts.

Correspondant LO

Naval Group – Ruelle : contre le renvoi d'un intérimaire

Mardi 22 juin, une cinquantaine de travailleurs du secteur de « l'industrialisation » du site Naval Group de Ruelle, en Charente, qui regroupe 850 salariés travaillant pour l'armement, ont arrêté le travail et ont poursuivi le mouvement pendant trois jours.

Le mouvement a été déclenché par le renvoi d'un camarade intérimaire présent depuis deux ans à leurs côtés et par des mutations envisagées dans des locaux inacceptables – l'un d'eux est même appelé « la caverne ».

Les travailleurs mobilisés contestent aussi la dernière réorganisation mise en place par le nouveau directeur. Le sous-effectif est estimé par eux à une quinzaine de postes sur la cinquantaine que compte aujourd'hui ce secteur.

Les grévistes ont alerté les syndicats qui, unanimement, ont appelé à un

rassemblement devant les bureaux de la direction. Deux cents salariés, dont de nombreux ingénieurs, ont répondu à l'appel le jeudi 24.

La direction est venue s'expliquer, et après les interventions des syndicalistes pointant le mal être des travailleurs, plusieurs salariés ont pris la parole eux-mêmes : ils témoignaient de leur colère parce que « c'est pareil partout ».

Il faut dire que depuis des mois, ils subissent les effets néfastes d'une politique patronale qui réorganise toujours dans le même sens : les travailleurs prestataires ou



intérimaires au long cours ne sont pas embauchés ; les pressions sur ceux qui sont embauchés pour tenir les délais se soldent par des départs, des congés-maladie, des dépressions, des burn-out – y compris parmi les ingénieurs et les techniciens.

La direction a maintenu son refus d'embaucher le camarade intérimaire – à qui elle donne cyniquement le droit de... postuler à nouveau. Elle octroie seulement deux postes de plus dans le secteur. Rien n'est réglé donc sur le fond.

Naval Group, détenu à

65 % par l'État et 35 % par Thales, est fortement bénéficiaire. Le plan de charge de la construction de frégates et de sous-marins est considérable, et porte sur des années. En même temps, les embauches sont réduites au minimum et le recours aux

entreprises prestataires et à l'intérim est systématique. Alors ce qui s'impose, c'est effectivement la lutte contre l'exploitation accrue, contre les pressions sur les travailleurs, pour des embauches en nombre.

Correspondant LO

Michelin – Cholet : non aux semaines à rallonge !

Mercredi 23 juin, les salariés des usines Michelin du pays étaient conviés par la CGT à un rassemblement à Clermont-Ferrand pour dénoncer les suppressions de postes et demander un « contrôle de l'utilisation des fonds publics par les grandes entreprises » et en l'occurrence les 9 millions d'euros attribués par la collectivité locale au patron.

Le même jour, à l'usine de Cholet, s'emparant de cet appel, des ouvriers ont fait grève pour protester contre le projet de la direction locale de les faire travailler les samedis après-midi ou les dimanches soir.

Pour l'instant, l'accord sur les 35 heures fait travailler les salariés de Cholet 48 heures quand ils sont du matin (sur six jours) et 40 heures (sur cinq jours) en nuit ou de l'après-midi. En mettant en place des heures supplémentaires obligatoires le samedi après-midi ou le dimanche soir, la direction voudrait imposer des rotations différentes, avec pour résultat un rythme intenable : sur trois semaines, deux semaines de 48 heures et une seule de 40 heures !

Dès que ce projet a été annoncé, l'envie de réagir s'est exprimée. Le 23, des dizaines de travailleurs ont donc participé aux débrayages de deux heures organisés sur les trois équipes. Les plans du patron pour aggraver encore l'exploitation ont de quoi choquer, au moment où est engagé un plan de suppression de 2 300 emplois à l'échelle du pays – dont 90 cette année à Cholet. Si l'on y ajoute le manque de personnel, la dégradation des conditions de travail, la stagnation des salaires et les primes amputées durant la

pandémie, il y a de quoi voir rouge.

Les débrayages du 23 ont réussi à paralyser la production dans certains ateliers pendant plusieurs heures. Dans l'équipe d'après-midi, les hauts cadres ont tenté de reprendre en main la situation en multipliant pressions et menaces. Ils ont entonné leur couplet habituel sur « la difficile situation de Michelin » et la nécessité pour les travailleurs de sacrifier leurs week-ends pour aider à « sauver l'entreprise ». Cela n'a pas empêché des travailleurs des équipes suivantes de débrayer à leur tour, tant il est évident que Michelin a des milliards en réserve. « Ras le bol des sacrifices ! », voilà ce qui faisait l'unanimité dans les assemblées générales.

Finalement, la direction a tenté de désamorcer le mécontentement en prétextant une erreur de communication des chefs d'équipe : les samedis après-midi et les dimanches soir ne seraient, en fait, pas obligatoires mais au volontariat. Même s'il est fort probable que la direction repasse prochainement à la version initiale de son plan, c'est un petit recul devant les mobilisations. Pour de nombreux jeunes embauchés, cette action était une première occasion de mesurer que l'union fait la force.

Correspondant LO

Satys – Marignane : en grève pour l'augmentation des salaires

Les peintres et étancheurs de l'entreprise Satys, sous-traitante d'Airbus Helicopters, se sont mis en grève lundi 5 juillet au matin. Ils sont 120 à travailler pour l'usine de Marignane, jeunes pour la plupart. Travaillant à la peinture des appareils, mais aussi sur toutes les chaînes, ils assurent l'étanchéité des hélicoptères.

Leur travail les expose à des produits toxiques et leur salaire, autour de 1 300 euros quand ils débutent est insuffisant. Peu d'entre eux atteignent une ancienneté qui permettrait un salaire acceptable.

Leur ras-le-bol porte surtout sur le pouvoir d'achat. Ceux des peintres qui travaillent en équipe ont peu ou pas de prime. Tous ont perdu le paiement des jours de carence à partir du deuxième arrêt maladie et n'ont plus d'augmentation de salaire.

Lundi matin ils ont défilé dans l'usine suscitant la sympathie de nombreux

travailleurs. À leur rassemblement plusieurs travailleurs de différents secteurs et de différentes entreprises sont venus les soutenir. Des chaînes de montage, du nettoyage, des bureaux, nombreux furent ceux qui voulaient montrer leur solidarité avec leurs camarades peintres en grève.

Les effets du mouvement sur les chaînes ne se sont pas fait attendre, notamment aux hélicoptères légers où un appareil en cours de montage est à l'arrêt complet.

Du coup, le DRH de Satys a sauté dans un avion pour venir à Marignane. C'était

le moins qu'il puisse faire sachant que le président déclare que « le premier engagement de Satys est la livraison à l'heure ».

Peu après les équipes de Satys Toulouse, qui travaillent sur les avions, ont rejoint la grève.

Les patrons peuvent craindre que la grève donne des idées aux autres travailleurs du site car ils subissent aussi les effets de la crise et ont de bonnes raisons de se défendre par les mêmes moyens.

Dans la soirée, négociant avec les syndicats, le représentant de la direction accordait 500 euros net de prime et la promesse de négociations salariales en octobre. Mais les grévistes n'ont pas été d'accord : eux, n'ont pas le temps d'attendre des mois. Mardi 6 au matin, ils reprenaient la grève.

Correspondant LO



Clinique Ramsay Villeurbanne: soignants en grève

Après une première journée de grève le 7 juin, les soignants de la clinique privée Ramsay, au sein du Médipôle de Villeurbanne, se mobilisent depuis le mercredi 23 juin, dans les services de réanimation, de chirurgie et au brancardage. La colère a explosé suite à l'annonce d'une prime PEPA (prime exceptionnelle de pouvoir d'achat) ridicule de 250 euros.

Alors que Ramsay engrange des profits, un tel montant a été ressenti comme une provocation. Ce qui renforce le mécontentement, c'est que depuis des années les paies ont beaucoup diminué, avec la fin des primes et avec des salaires bloqués. Ils peuvent être inférieurs de 400 à 600 euros par mois par rapport à d'autres cliniques du groupe. D'autant que pour venir travailler, les salariés doivent s'acquitter d'un droit de passage de vingt euros par mois pour accéder au parking.

Les conditions de travail sont aussi source de colère.

Le manque de personnel oblige à revenir sur les repos, les semaines pouvant alors aller jusqu'à 48 heures. Les remplacements au pied levé sont fréquents et les salariés en ont assez d'être déplacés comme des pions. Ces conditions déplorables font qu'il y a un énorme turnover, obligeant les anciens à former en permanence les nouveaux qui se succèdent.

Le mouvement entraîne tout le monde et se manifeste par la grève totale pour les uns et des débrayages pour d'autres. Beaucoup d'opérations sont annulées, car la direction préfère fermer des services plutôt que



de céder aux grévistes qui demandent une prime PEPA de 1500 euros, l'intégration d'une autre prime dans le salaire et le paiement des jours de grève. Pour l'instant, les patrons n'ont proposé qu'un chèque cadeau de 70 euros et la gratuité du parking jusqu'au 5 juillet, une nouvelle aumône qui a au contraire encouragé les grévistes à continuer.

La direction, plutôt que de payer les jours de grève,

préférerait faire un don à une œuvre de charité. Question de principe dit-elle. Des principes qui ne l'empêchent pas de récupérer l'argent de la « garantie de financement » liée au covid, une compensation financière payée par l'État pour les opérations annulées durant l'épidémie. Cette garantie est équivalente au chiffre d'affaires de l'année précédente. Aujourd'hui, la direction de Ramsay

l'utilise pour résister aux grévistes, car même si des opérations sont annulées, elle sait qu'elle empochera l'argent de la garantie de financement.

Le 1^{er} juillet, un picketnik a permis un rassemblement devant l'hôpital. De nombreux usagers et des travailleurs des autres services et entreprises du Médipôle ont marqué leur soutien. Le combat continue.

Correspondant LO

Chanel : l'envers du luxe

Dans les usines Chanel de l'Oise, non contente d'avoir profité de la pandémie en 2020 pour négocier avec certains syndicats la suppression de jours de repos, de l'intéressement, etc., au nom de ce qu'elle appelle la « responsabilité solidaire », c'est à présent à coups de licenciements individuels que la direction essaye de faire régner une atmosphère de soumission et de crainte parmi les salariés.

Même avec un chiffre d'affaires 2020 moindre qu'en 2019, le résultat net de Chanel a tout de même été de 1,4 milliard d'euros. Ce qui, divisé par le nombre de salariés de cette entreprise de luxe dans le monde, représente plus de 4000 euros par travailleur et par mois. De plus, la fortune des deux propriétaires a augmenté de

85% en un an!

En 2020, à Chamant, où l'on fabrique des produits de beauté, des dizaines d'intérimaires ont été envoyés à Pôle emploi, et maintenant la direction s'attaque aux CDI. Un ouvrier de 41 ans, père de cinq enfants, vient d'être licencié. La direction lui reproche d'avoir répondu à un appel téléphonique, ainsi

qu'une altercation avec une collègue. Dans l'usine, tout le monde a compris que ces motifs sont bidon. Certains cadres expliquent que la direction a voulu se débarrasser d'un ouvrier qui ne se laissait pas faire. Voilà qui démasque aux yeux de bien des ouvriers le mythe selon lequel Chanel serait une grande famille regroupant travailleurs et patron.

À quelques kilomètres de là, à Verneuil-en-Halatte où l'on fabrique des sacs, c'est une ouvrière de 58 ans, travaillant depuis des années dans les ateliers, qui vient d'être congédiée pour une prétendue insuffisance

professionnelle alors qu'elle venait de faire remonter des faits de harcèlement à son entourage.

Elle a été piégée par un système vicieux : les directions successives ont mis en place une hiérarchie de chefs, de référents, de compagnons... et incité chacun à faire remonter les problèmes pour soi-disant améliorer la qualité du travail. La direction a instauré ainsi un contrôle serré visant à diviser les salariés et lui permettant de monter des dossiers sur chacun, et sans doute aussi sur certains chefs.

La crise économique et

la concurrence décuplent l'appétit financier des propriétaires, qui comptent sur la peur du chômage pour augmenter l'exploitation et licencier sans provoquer de réaction.

Mais les discussions entre travailleurs sur ces derniers licenciements se multiplient et peuvent accélérer une prise de conscience. Les calculs de la direction pourraient être déjoués car le mythe d'une « entreprise qui fait du social » commence à se fissurer.

Correspondant LO

Grands hôtels : palaces et licenciements

Vendredi 2 juillet, les salariés de l'hôtel de luxe Le collectionneur, l'ancien Hilton Arc de Triomphe, dans le très riche 8^e arrondissement, se sont rassemblés devant le palace pour s'opposer à un plan de 96 licenciements sur 230 salariés.

Alors que leur patron a touché des millions d'euros au titre de la pandémie et réalisé des travaux luxueux, il prétexte les difficultés économiques pour licencier 40% de l'effectif.

De nombreux salariés d'autres grands hôtels

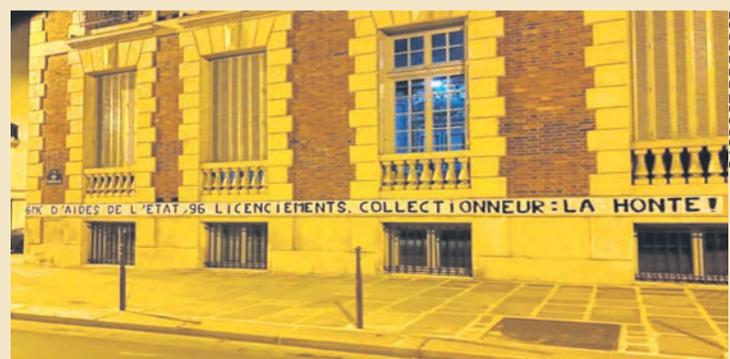
parisiens, venus à ce rassemblement, ont dénoncé cette pratique générale du patronat du secteur.

Ainsi, l'Intercontinental veut licencier 80 salariés sur 500, le Hyatt Étoile 191 sur 490, le Méridien Étoile Porte Maillot 245

sur 460, et la liste n'est pas exhaustive.

Un représentant des salariés des hôtels Vigny et Balzac, appartenant à Al Jaber, une des premières fortunes mondiales, a dénoncé « le luxe pour les patrons, les licenciements pour nous ».

Le groupe Accor, qui a recruté Sarkozy dans son conseil d'administration, a annoncé vouloir licencier en 2021 10% de l'effectif de sa filiale hôtelière



en Europe, dont 767 personnes en France.

Une représentante des grévistes de l'Ibis Bagnolles, appartenant à ce groupe, a pris la parole : les femmes de chambre ont réussi par leur longue

grève à arracher des augmentations de salaires de 250 à 500 euros par mois et une amélioration des conditions de travail. C'est bien la preuve que la seule voie est la lutte collective.

Correspondant LO



Aéroports de Paris – Orly-Roissy : le mouvement continue !

Les 1^{er}, 2 et 3 juillet des centaines de travailleurs d'ADP se sont rassemblés à Roissy et à Orly, en grève contre les baisses de rémunération que la direction cherche à imposer. Face à ce succès, la direction multiplie les manœuvres, sans convaincre.

Ces journées étaient prévues depuis plus d'un mois, et pour de nombreux grévistes, c'est une première. Ils refusent le plan de la direction d'ADP, qui cherche à modifier individuellement les contrats de travail pour diminuer les rémunérations. Elle a envoyé à chaque salarié d'ADP un avenant, ce dernier dispose alors d'un mois pour le contester. Mais le faire signifie risquer le licenciement.

Avant même le 1^{er} juillet, certains secteurs d'ADP avaient poussé pour ne pas attendre. L'idée avait été

suivie, et les deux week-ends précédents, des centaines de travailleurs avaient déjà investi des terminaux et manifesté. La direction avait annoncé à ces deux occasions des taux de grévistes de 50%.

Craignant la montée de la colère, elle a commencé à manœuvrer dès le 25 juin. D'un côté, elle a reçu les syndicats et a fait miroiter des prétendues garanties qui limiteraient les baisses de salaire, sans revenir sur celles-ci. De l'autre, elle a sanctionné un travailleur. La police, prenant le relais,

a également placé en garde à vue deux d'entre eux. D'autre part, le PDG, de Romanet, tentait à la radio de présenter les travailleurs d'ADP comme des privilégiés. Il s'agissait de souffler le chaud et le froid, en espérant déboussoler les grévistes, les diviser et les couper des travailleurs des entreprises sous-traitantes.

Mais le 1^{er} juillet, 400 manifestants se sont retrouvés dans chacun des deux aéroports. Puis le 2, ils étaient à nouveau 400 à Orly et le double, 800, à Roissy. La police a cherché à se montrer encore plus dissuasive, en nassant les manifestants pendant près de six heures. Des militaires se montraient menaçants, des grenades lacrymogènes ont été tirées à Orly. Le 3, il y

avait de nouveau 200 manifestants à Roissy. Face à eux, le déploiement policier était tellement démesuré qu'il en était ridicule. Comme l'a dit une gréviste : « il ne manquait que les hélicoptères ! »

Ces méthodes sont loin d'avoir l'effet voulu par la direction. Tout le monde est à l'unisson pour affirmer que les propositions de la direction sont injustifiables. Tous les votes lors des journées de mobilisation étaient parfaitement clairs là-dessus. La grande majorité des travailleurs d'ADP ne croient plus aux prétextes de la direction, basés sur la baisse du trafic aérien. Ils savent que le groupe a de l'argent. Beaucoup voient que ce qui a lieu, c'est une attaque de fond pour accroître les profits

des actionnaires. Une nouvelle journée de grève et de manifestation est prévue le 9 juillet, et nombreux sont ceux qui veulent y être.

Au cours des dernières semaines, à Roissy, certains travailleurs ont, à plusieurs reprises, distribué des tracts pour faire connaître leur mouvement. Ils se sont adressés à leurs collègues d'ADP, mais aussi à ceux des autres entreprises de l'aéroport. Et ils ont pu constater que l'accueil était chaleureux : l'idée est présente que tous les travailleurs subissent, au fond, les mêmes attaques sur les salaires et l'emploi. Et l'idée d'une lutte commune, à l'échelle de l'aéroport, s'installe dans les esprits.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Taxation des multinationales : **impo...sture**

Après le G7, 130 pays ont approuvé le 1^{er} juillet une réforme de la fiscalité mondiale, destinée – affirment-ils – à taxer de 15 % minimum les bénéficiaires des cent plus importantes multinationales qui échappent aujourd'hui largement à l'impôt grâce à l'optimisation fiscale et aux paradis fiscaux.

Le président américain Biden a déclaré que « les multinationales ne pourront plus opposer les pays les uns aux autres dans le but de faire baisser leur taux d'imposition ». Pour Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie, c'est carrément « l'accord fiscal international le plus important depuis un siècle ». Il a visiblement oublié le triomphalisme dont faisait preuve Sarkozy en 2009, dont il était déjà un des ministres, au cours des réunions des chefs d'État du G7 sur la crise financière : « Les paradis fiscaux, c'est terminé ! » Voici donc les paradis fiscaux tués deux fois, et par les mêmes.

En ayant, six mois à peine après sa prise de fonctions, ramené ses promesses électorales de taxation de 21 à 15 %, Biden ne veut pas en finir avec les paradis fiscaux, mais plutôt faire de la planète entière un paradis fiscal officiel. Seuls quelques pays, comme l'Irlande où l'impôt sur les sociétés est à 12,5 %, renâcent encore, mais la différence avec 15 % est mince.

Cela fait longtemps que les plus grandes entreprises ont appris à jongler avec les lois fiscales : ainsi aux États-Unis, 55 des plus grandes entreprises ayant déclaré des

bénéficiaires n'ont payé aucun impôt sur ceux-ci au cours de la dernière année fiscale. En France, il y a une dizaine d'années, Total n'avait pas payé d'impôt sur les sociétés deux années de suite, alors que le taux officiel était de 33 %.

Avant même qu'il ne rentre en vigueur, cet accord admet des exemptions et pas des moindres : le secteur bancaire et celui de l'extraction des ressources naturelles ne seront pas concernés. Rien ne changera donc pour la finance mondiale et les trusts pétroliers.

Quant aux autres mastodontes du capitalisme mondial, ils ont deux ans, au minimum, pour étudier toutes les possibilités légales, mais aussi celles qui le sont moins, d'échapper à toute taxation supplémentaire.

Les économistes estiment que cet accord fiscal rapportera au mieux 150 milliards de dollars par an, à se partager entre tous les États, c'est-à-dire moins que l'augmentation des fortunes personnelles de Jeff Bezos et d'Elon Musk en 2020. Voilà à quoi se résume la prétendue ambition de « faire payer les riches » des dirigeants de la planète.

Lucien Déroit



Luxembourg : rien ne change au paradis des profits

Une enquête baptisée « LuxLetters » révèle que le gouvernement luxembourgeois continue d'offrir des taux d'imposition proches de zéro aux multinationales, tout en se conformant aux règles internationales sur l'évasion fiscale. Ce qui en dit long sur leur efficacité.

En 2015, suite au scandale dit des « LuxLeaks », le Grand-Duché, ratifiait une directive internationale sur la fiscalité des entreprises. Elle impliquait la publication de tous les accords fiscaux ultra-avantageux qui ont depuis des décennies poussé des milliers de multinationales à s'installer dans le petit pays. Son gouvernement annonçait la fin progressive de ces pratiques et, à grand renfort de communiqués, la fin du statut de paradis fiscal. La messe était dite.

Seulement, il y a quelques mois, une autre enquête, « OpenLux », montrait que pas grand-chose n'avait changé. Ce pays de 600 000 habitants abrite toujours 140 000 entreprises. La moitié sont des sociétés fantômes, sans activité ni

salarié, mais concentrant un montant d'actifs équivalent à cent fois le PIB du Grand-Duché.

« OpenLux » révélait certains des montages fiscaux offerts par la loi luxembourgeoise. L'enquête « LuxLetters », publiée ce 1^{er} juillet par des journalistes de plusieurs médias européens, vient d'en révéler un autre. Puisque la directive de 2015 impose de publier tous les accords fiscaux tamponnés par l'administration luxembourgeoise, il suffit de jeter le tampon. Concrètement, une multinationale qui souhaite un traitement fiscal à son goût rédige une simple lettre au fisc, où elle précise ce traitement, probablement après une rencontre ou un coup de fil. Le fisc ne signe rien, range la lettre dans le dossier de l'entreprise, et

applique les taux voulus.

La ficelle est un peu grosse ? Ce serait oublier qu'elle l'était déjà avant. Depuis des décennies, la bourgeoisie de tous les pays et ses gouvernements se satisfont parfaitement de l'existence de ce paradis fiscal au cœur de l'Europe. Loin d'être une aberration, il constitue un rouage essentiel du système financier mondial. Le ministre des Finances luxembourgeois s'est d'ailleurs justifié récemment, sur un ton énervé : « L'Allemagne vend des voitures. Eh bien nous, nous vendons des services financiers. »

Le Luxembourg figure bien entendu parmi les 130 pays signataires de l'accord sur la taxation minimum de 15 % des multinationales et son taux d'impôt sur les sociétés est d'ailleurs à 17 %. Mais la façade n'a pas grande importance, tant les vraies affaires se traitent dans l'arrière-boutique.

Thomas Baumer

Été 2021 : les militants de Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs

Les militants de Lutte ouvrière ont repris leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à la fin du mois d'août.

Dans les différentes régions du pays, ils iront à la rencontre des travailleurs. Ce sera l'occasion de discuter de la situation actuelle, des attaques des patrons et du gouvernement, et de la

Bretagne

Judi 8 juillet : Lanester
Vendredi 9 juillet : Vannes
Samedi 10 juillet : Lorient

Provence

Judi 8 juillet : Alès
Vendredi 9 juillet : Nîmes
Samedi 10 juillet : Arles

Pyrénées

Judi 8 et vendredi 9 juillet : Tarbes
Samedi 10 juillet : Pau

riposte qu'il faudra mener pour ne pas toujours subir leur volonté.

Il est indispensable de préparer une riposte à ces attaques, en ayant à leur opposer un programme de revendications et de luttes pouvant servir de point d'appui à l'ensemble du monde du travail.

Seine-et-Marne

Judi 8 juillet : Montereau-Fault-Yonne
Vendredi 9 juillet : Nemours

Samedi 10 juillet :

Chelles et Champs-sur-Marne
Yonne

Judi 8 juillet :

Auxerre
Vendredi 9 et samedi 10 juillet : Sens

Région du Havre

Lundi 12 juillet : Le Havre

Mardi 13 juillet :

Gonfreville-L'Orcher et Harfleur

Mercredi 14 juillet :

Lillebonne

Jeudi 15 juillet : Fécamp

Vendredi 16 juillet : Bolbec

Samedi 17 juillet : Le Havre

Nièvre-Cher

Lundi 12 juillet : Nevers

Mardi 13 juillet : Moulins

Mercredi 14 et jeudi 15 juillet : Bourges

Vendredi 16 juillet : Issoudun

Samedi 17 juillet : Vierzon

Calvados-Orne

Lundi 12 juillet : Caen

Mardi 13 juillet : Flers

Mercredi 14 juillet :

Rives-d'Andaine et Flers

Jeudi 15 juillet : Falaise

Vendredi 16 juillet : Rives-d'Andaine

Samedi 17 juillet : Verneuil-sur-Avre

Marne-Ardennes

Lundi 12 juillet : Épernay

Mardi 13 juillet :

Chalons-en-Champagne

Mercredi 14 juillet : Reims

Jeudi 15 juillet :

Charleville-Mézières

Vendredi 16 juillet : Sedan

Samedi 17 juillet : Sedan et Charleville-Mézières

Pas-de-Calais

Lundi 12 et mardi 13 juillet :

Cambrai

Mercredi 14 et jeudi 15 juillet :

Arras

Vendredi 16 juillet : Compiègne

et Crépy-en-Valois

Samedi 17 juillet :

Compiègne et Noyon

Savoie

Lundi 12 juillet :

Annecy

Mardi 13 juillet :

Chambéry

Mercredi 14 juillet :

Annecy

Jeudi 15 juillet :

Albertville

Vendredi 16 juillet :

Annecy

Samedi 17 juillet :

Chambéry

